

DP

DOMAINE PUBLIC

Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse

Indépendant, différent, réformiste depuis 1963

En continu, avec liens et commentaires, sur domainepublic.ch

DP2193

Edition du
12 février 2018

DANS CE NUMÉRO

Prévoyance vieillesse: un long fleuve très peu tranquille (Jean-Daniel Delley)

Après l'échec de PV2020, priorité à l'AVS ou au deuxième pilier?

Eoliennes en Suisse: les roues de la fortune (Jacques Guyaz)

Vents contraires sur une énergie propre

Social-démocratie européenne: fin de parcours ou nouveau départ? (Wolf Linder)

L'analyse d'un politologue averti et l'espérance d'un vieux socialiste

Henry-Louis Mermod et les écrivains qu'il a publiés: une galerie de portraits sur un ton très personnel (Pierre Jeanneret)

Amaury Nauroy, «Rondes de nuit», Ed. Le bruit du temps, 2017, 287 pages

Prévoyance vieillesse: un long fleuve très peu tranquille

Après l'échec de PV2020, priorité à l'AVS ou au deuxième pilier?

Jean-Daniel Delley - 01 février 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/32719>

L'échec du projet Prévoyance vieillesse 2020 en septembre dernier oblige à remettre l'ouvrage sur le métier ([DP 2178](#)). En effet, ni l'AVS ni le deuxième pilier ne reposent sur des bases financières solides à terme. Mais il ne faut pas oublier que ce projet n'a [échoué](#) que de peu, ce qui justifierait d'en affiner le contenu plutôt que de repartir à zéro.

Néanmoins le climat politique actuel n'offre pas des conditions favorables à l'élaboration d'une solution équilibrée. Les parlementaires qui donnaient le *la* de la politique sociale il y a quelques années, ouverts au dialogue et à la recherche d'un consensus – les Egerszegi-Obrist, Urs Schwaller, Paul Rechsteiner, entre autres et si l'on remonte plus loin Peter Hasler ou Heinz Allenspach – ont fait place à une majorité UDC/PLR désireuse d'imposer sa volonté.

C'est probablement ce qui a décidé le [Conseil fédéral](#) à traiter séparément les révisions de l'AVS et de la prévoyance professionnelle (LPP), en donnant la priorité à l'AVS et en confiant aux partenaires sociaux le soin de négocier une solution de compromis sur la LPP.

Le gouvernement s'est fixé un double objectif: le maintien du niveau des rentes et l'équilibre

financier de la prévoyance vieillesse à moyen terme. Pour ce qui est de l'AVS, il maintient le relèvement de l'âge de la retraite des femmes à 65 ans, avec des mesures non encore précisées pour compenser l'écart salarial avec les hommes ainsi qu'une retraite possible entre 62 et 70 ans. Concernant ces mesures compensatoires, on peut imaginer une retraite anticipée financièrement plus favorable aux femmes et une amélioration du montant de la rente.

Le Conseil fédéral ne justifie pas cet ordre de priorité. Il pourrait s'appuyer sur le rapport défavorable de l'AVS entre cotisations perçues et rentes versées, le montant des premières restant inférieur à celui des secondes. Pour conserver l'équilibre jusqu'en 2030, il faudrait augmenter la TVA de 1,9 point dès 2021. Or les partis bourgeois évoquent une hausse de 0,3 à 0,6 point seulement. Une manière, en serrant les cordons de la bourse, d'imposer ultérieurement une solution d'urgence et des mécanismes automatiques de frein à l'endettement? Et donc de rendre acceptable une péjoration des rentes perçue alors comme inéluctable?

La révision de la LPP ne nous paraît pas moins urgente. Si le rendement des placements est

actuellement satisfaisant – mais pour combien de temps? –, le taux de conversion en vigueur impose de ponctionner les avoirs des cotisants pour financer les rentes versées. Cette répartition entre les générations n'est pas conforme à la LPP. Elle défavorise les futurs rentiers qui ne pourront compter bénéficier de rentes correspondant à l'intégralité de leur capital vieillesse.

Alors qu'une révision de l'AVS porte très rapidement ses fruits puisqu'elle répartit directement ses revenus, une modification de la LPP ne déploie ses effets que plus lentement, principe de la capitalisation oblige. Et raison suffisante pour ne pas retarder cette révision.

Le déséquilibre financier du deuxième pilier et la question du taux de conversion ne doivent pas laisser dans l'ombre les coûts élevés de cette assurance: nombre beaucoup trop élevé de caisses gérées de manière non professionnelle, pléthore d'administrateurs, mandats de gestion externes coûteux, sociétés d'assurance maintenant leur niveau de bénéfice en réduisant la part des assurés aux excédents ([DP 2182](#)).

Ce coulage financier au détriment des assurés ne peut durer plus longtemps. Jusqu'à

quand les assurés accorderont-ils leur confiance à une institution mal gérée et coûteuse, soumise aux aléas des marchés financiers? Déjà pour ce qui est de la partie surobligatoire de la LPP, les grandes caisses de pensions offrent aux assurés différents modèles de placements générant des rentes calculées en fonction du rendement de

ces placements. En clair, le risque est ainsi transféré aux assurés.

Dans ces conditions, une augmentation substantielle des rentes AVS devrait s'imposer, respectant enfin le [mandat constitutionnel](#), accompagnée d'un deuxième pilier limité à sa partie obligatoire. Libre aux individus de se constituer – s'ils

le peuvent – une épargne leur permettant de bénéficier d'une rente plus importante.

Les ajustements ponctuels de la prévoyance vieillesse ne laissent hélas ni le temps ni l'espace de débat nécessaires à ces réflexions. Des conditions que l'acceptation de Prévoyance vieillesse 2020 nous auraient offertes.

Eoliennes en Suisse: les roues de la fortune

Vents contraires sur une énergie propre

Jacques Guyaz - 07 février 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/32735>

La Suisse est-elle un pays propice aux éoliennes? Absolument selon les élus qui le répètent comme un *mantra*, plus ou moins selon les experts, et pas du tout selon les citoyens qui résident à proximité des lieux où l'on prévoit de construire ces hélices géantes, ou qui les verront de leurs fenêtres ou les entendront «chanter» dans le vent.

La démocratie directe et les innombrables possibilités de recours créent un blocage général, si bien que presque rien ne se construit.

La géographie de la Suisse fournit quelques éléments d'explication. Le pays est densément peuplé malgré des reliefs bien présents. Le respect du paysage fait partie des valeurs nationales et les crêtes favorables aux éoliennes

sont visibles de partout. D'ailleurs, même les projets qui évitent les crêtes suscitent d'innombrables oppositions.

Situation tout à fait différente dans les pays voisins: ils disposent de vastes zones dépeuplées ou carrément désertiques, balayées par des vents constants très favorables. La construction d'éoliennes n'y pose pas de problèmes, qu'il s'agisse de la Meseta en Castille, des landes de la mer du Nord en Allemagne ou des environs de l'Atlantique en Bretagne, en Normandie et dans des territoires français peu peuplés et sans «paysage» marquant à préserver.

L'essentiel des [projets helvétiques](#) se concentre dans les cantons jurassiens et le sud-ouest du plateau, dans le [canton de Vaud](#). De Bâle au lac de Joux, nous recensons près

de 320 projets d'éoliennes dans plus de 25 parcs. Sur ce nombre 35 hélices sont prévues non pas dans le Jura, mais sur le plateau vaudois, en majorité dans le Jorat sur un axe Lausanne-Moudon. On y trouve notamment les huit éoliennes que la [ville de Lausanne](#) prévoit de construire sur son propre territoire.

Nombre de projets datent de plus de dix ans et se trouvent bloqués par des recours. Seules 21 éoliennes ont été effectivement construites dans l'arc jurassien, dont 16 au [Mont-Crosin](#) dans le canton de Berne et cinq autres dans le canton du Jura. Le parc du Mont-Crosin est géré par un consortium nommé [Juvent SA](#) conduit par BKW FMB Energie. Les deux sites jurassiens en fonction sont exploités l'un par [Alpiq](#) et l'autre par [Adev](#), une entreprise issue du monde

coopératif qui met l'accent sur le solaire et l'éolien.

Combien de ces 300 éoliennes seront-elles effectivement construites? La situation actuelle n'incline guère à l'optimisme. Voici quelques jours, le projet du [parc du Mollendruz](#), comprenant 12 éoliennes, a été mis en échec par le vote d'un seul des villages concernés, La Praz, peuplé de 156 habitants. Cette petite commune n'élit pas de Conseil communal, mais tient au moins deux fois par an une assemblée des citoyens - un «*Conseil général*» dans le vocabulaire institutionnel vaudois. Le soir du vote sur le parc du Mollendruz, quelques habitants qui n'avaient jamais participé aux débats ont obtenu leur assermentation avec effet

immédiat, ce qui leur a permis de faire basculer la majorité et de réduire à néant un projet de 85 millions en préparation depuis dix ans.

L'accord des trois communes concernées était nécessaire pour le passage à la réalisation. Le vote négatif de La Praz a suscité de très vives réactions au Grand Conseil du canton de Vaud et le dépôt d'un [postulat](#) par le député socialiste Nicolas Rochat Fernandez demandant d'étudier plusieurs solutions pour éviter ce genre de pataquès, y compris la généralisation du Conseil communal élu à toutes les communes.

Selon le rapport 2016 de la [Fondation suisse pour la protection du paysage](#), la

stratégie énergétique 2050 impliquerait la construction de 600 à 800 grandes éoliennes. La fondation considère que, sur ce nombre, 150 à 200 éoliennes pourraient être érigées en ayant un impact supportable pour le paysage. Cette évaluation nous semble bien optimiste au vu des obstacles auxquels se heurtent les projets actuels. Heureusement que la Grande-Dixence ou Mauvoisin ont été construits voici près de 60 ans. Il serait sans doute impossible aujourd'hui de réaliser ces grands barrages.

Il nous resterait tout au plus la possibilité d'acheter l'électricité produite par des centrales à charbon allemandes et des usines nucléaires françaises.

Social-démocratie européenne: fin de parcours ou nouveau départ?

L'analyse d'un politologue averti et l'espérance d'un vieux socialiste

Wolf Linder - 10 février 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/32741>

Libéralisme, conservatisme, socialisme, telles sont les idées politiques qui ont marqué les démocraties occidentales au cours du 20^e siècle. Leur signification sociale a évolué, tout comme l'influence des partis politiques qui les ont portées.

Le conservatisme, incarné depuis 1945 par les partis démocrates-chrétiens et leur vision du monde, a connu dans plusieurs pays une renaissance sous une forme nationaliste et partiellement populiste. Plus personne ne parle aujourd'hui de l'ordolibéralisme d'inspiration

allemande qui confiait un rôle important à l'Etat. Les cartes maîtresses du néolibéralisme - marchés sans frontières et Etat minimal - sont devenues des modèles imprégnant la pensée bien au-delà de la politique.

Et le socialisme? L'effondrement du socialisme d'Etat a marginalisé les idées communistes, là où elles n'ont pas simplement disparu. La social-démocratie, représentante des intérêts des salariés face au capital, a contribué de manière décisive à l'édification des démocraties sociales occidentales. Mais au cours des deux dernières

décennies, elle a non seulement subi une érosion de son électorat, mais, plus grave encore, elle n'a pas réussi à développer de nouvelles idées pour contrer les modèles néolibéraux et national-conservateurs.

Les explications du déclin des partis sociaux-démocrates ne manquent pas. S'ils ont réussi à attirer les fonctionnaires et nombre de personnes bien formées, ils ont perdu les salariés de l'industrie, elle-même en recul, ainsi que les ouvriers et les employés peu qualifiés.

Le profil de la gauche pâlit. L'Etat social a acquis progressivement un statut de normalité qu'incarnent aussi bien la chancelière Merkel que son prédécesseur Schröder. On pense que l'Etat social a atteint son apogée, rendant ainsi superflue la social-démocratie.

Comment en est-on arrivé là?

La première réponse, évidente: l'immigration! Dans la plupart des pays européens, la gauche s'est opposée à une limitation de l'immigration. Une attitude décisive pour comprendre l'abandon du PSS par les travailleurs dès les années 1970, l'effondrement du parti socialiste français tout comme les récentes défaites des socialistes allemands et autrichiens. De même, la libre circulation des personnes a constitué le motif décisif du Brexit: en Grande-Bretagne comme ailleurs, les milieux populaires vivent et pensent l'immigration d'une tout autre manière que les partisans de la libre circulation, de droite comme de gauche.

La deuxième réponse n'est guère plus éloignée: le populisme! Voilà la raison de ce nouveau conservatisme qui, aux Etats-Unis comme en Europe, a siphonné l'électorat du camp social-libéral. En effet, la plupart des partis nationalistes-conservateurs donnent dans le populisme et cette rhétorique qui stigmatise les «fausses» élites «immorales». Les populistes aspirent au pouvoir avec la prétention d'être les seuls à représenter la «vraie» volonté populaire. Cette rhétorique trompeuse monterait l'électorat contre les forces politiques raisonnables et contribuerait à l'affaiblissement des forces social-libérales.

Le diagnostic n'est pas entièrement faux. Mais il ignore le fait que le populisme ne se réduit pas à une simple rhétorique. Aux Etats-Unis tout au long du 19e siècle, on observe un fil rouge qui explique son succès. Le populisme mobilise les perdants de l'évolution économique et sociale. Trump aux Etats-Unis, Le Pen en France, Orban en Hongrie, Kaczynski en Pologne, tous rassemblent les perdants, les déçus, ceux qui se sentent impuissants.

Il a fallu la victoire de Trump pour que les élites dirigeantes comprennent qu'aujourd'hui de larges couches sociales – dans les *rust belts*, ces régions américaines abandonnées par l'industrie, en France dans les banlieues et les provinces en déclin économique, mais également dans les pays d'Europe centrale – se sentent dépassées par le rythme des transformations de leur société. Et, progressivement, les élites prennent conscience de la réalité: cette perte de confiance observable chez les perdants résulte non seulement de problèmes «ressentis» ou imaginaires, mais aussi de préoccupations bel et bien réelles.

Ces problèmes, aussi différents soient-ils d'un individu à l'autre, ont un dénominateur commun: la globalisation que l'économiste américain Dani Rodrik appelle «l'*hyperglobalisation*», le préfixe indiquant ses excès. La libre circulation des capitaux, des biens et des services ainsi que des personnes a certes amélioré le niveau de vie de beaucoup de gens. Mais, dans tous les pays concernés, elle a fait des perdants dans différentes catégories sociales. La délocalisation des emplois dans les pays à bas salaires a provoqué un taux de chômage que de nombreux pays européens n'avaient plus connu depuis la crise des années 1930. Pour les travailleurs les moins qualifiés, la globalisation représente une menace plutôt qu'une chance. Leurs emplois sont menacés et leurs salaires diminuent.

Ils supportent les inconvénients de l'immigration et se sentent dégradés. Les classes moyennes ne sont pas épargnées: leurs revenus stagnent alors qu'un petit nombre accapare la richesse. Réduction d'impôts pour les entreprises et les mieux lotis, coupes dans les prestations sociales: ainsi se résume le programme néolibéral en

vigueur en Europe, du Portugal à la Pologne.

Voilà qui devrait favoriser la gauche classique qui milite pour la protection des salariés contre les intérêts du capital. Pourtant les perdants de la globalisation ne se tournent pas vers la gauche, mais vers les droites et les nationalistes-conservateurs. Pourquoi?

L'erreur de Blair et Schröder

La social-démocratie a commis une erreur d'appréciation fondamentale. Historiquement attachée à l'internationalisme et à la sauvegarde de la paix par le biais d'instances supra-étatiques, elle a soutenu la globalisation et la construction européenne.

Tony Blair en Grande-Bretagne et Gerhard Schröder en Allemagne n'ont certes pas abandonné les laissés pour compte de la globalisation, mais ils ont tenté un grand écart entre les exigences du commerce mondial et les aspirations sociales. Du coup, ils n'ont pas compris que l'ambition européenne se réduisait progressivement à un projet économique néolibéral, avec des attitudes néocoloniales à l'égard de l'Europe de l'Est et du Sud. L'ambition dite «*sociale*» de l'Union européenne s'avère une tromperie. L'émigration à sens unique, issue de pays économiquement faibles tels que la Roumanie ou la Bulgarie, ou en provenance d'Afrique, ne corrige pas l'inégalité des niveaux de développement; elle n'améliore pas davantage le sort des pauvres qui restent sur place.

La gauche a également sous-estimé les effets de la centralisation des pouvoirs à Bruxelles: les parlements nationaux ont perdu de leurs compétences et les démocraties de leur substance. Or l'Europe est riche de sa diversité politique et culturelle, incompatible avec un projet du style Etats-Unis d'Europe. De Gaulle l'avait bien compris, qui préconisait une «*Europe des patries*».

Un profil plus marqué à gauche - plus près de Jeremy Corbyn que de Tony Blair pour le parti travailliste par exemple - ne suffit pas à faire face à cette situation. Car l'économie a profondément changé. Le capitalisme globalisé

ne peut être jugulé en recourant aux recettes de la politique keynésienne appliquées dans les années 1970.

Les sociaux-démocrates auraient désappris le langage de leur électorat, prétend-on. Mais il s'agit de beaucoup plus que de vocabulaire. L'historien britannique Tony Judt l'a bien montré: la pénétration de la pensée néolibérale dans la société nous a fait perdre à la fois le sens de la solidarité et la conscience de la nécessité de l'action publique pour satisfaire les besoins fondamentaux, qui ne sont pas solubles dans la marchandisation à tout va. La social-démocratie s'est ralliée plus que de nécessité au dogme de l'efficacité du marché pour résoudre tous les problèmes. Elle accepte trop souvent l'application de critères exclusivement économique-financiers aux politiques publiques.

Les politiciens de gauche s'illusionnent en croyant que la démocratie et la solidarité sociale ne connaissent pas de frontières et peuvent exister en dehors d'un Etat national. C'est en réalité tout le contraire. Dans la société guidée par le marché dominant l'égoïsme des individus et leur aveuglement structurel. Ils en viennent à oublier la nécessité de rendre durable la production et la consommation, tout comme le lien entre droits et devoirs. Tout comme ils perdent la conscience du fait que l'Etat n'a pas seulement à préserver les conditions-cadres faites à l'économie, mais aussi - et d'abord - les intérêts généraux et à long terme de la société. Qu'il n'a pas seulement à garantir le plus possible de libertés, mais aussi à défendre des frontières assurant une sécurité aux citoyennes et aux citoyens, bref une patrie.

Un nouveau départ

La social-démocratie européenne doit prendre un nouveau départ qui n'exige donc pas seulement de se confronter à la politique économique liée à la globalisation. Elle doit également affronter la perte des liens sociaux et de l'intégration à l'échelle locale qu'induit une société dominée par le marché.

Que cela signifie-t-il pour la social-démocratie helvétique? Certes, elle partage largement les

parcours et détours de ses partis frères européens, tels que décrits ci-dessus. Mais elle travaille dans d'autres conditions. Minoritaire dans un pays majoritairement bourgeois, la gauche helvétique n'a jamais pu imposer son agenda ni exercer une influence significative sur les grandes options de la politique nationale, comme l'ont fait hier les radicaux et aujourd'hui l'UDC. Il en va de même pour le dossier européen. La justice sociale a constitué des décennies durant la priorité du PSS. Mais ce parti a également su contester la majorité bourgeoise, voire la mettre en échec, par exemple dans les domaines des transports, de l'énergie, de la défense nationale ou des banques. Le PSS a toujours été partie inhérente au système, jouant un rôle indispensable au bon fonctionnement de la Suisse et de sa démocratie. Mais la concordance engendre une majorité inamovible qui succombe à la tentation de l'exercice du pouvoir pour lui-même, typique de ceux qui croient tout savoir et ne plus rien avoir à apprendre.

Le PSS peut-il reconquérir l'électorat qu'il entend représenter - les ménages à bas revenus et les personnes peu formées - perdu au profit de l'UDC, tout en gardant ses nouveaux électeurs aisés? En tous cas pas en suivant une ligne populiste de gauche. Par contre un positionnement plus critique en matière de politique économique pourrait s'avérer plus favorable. Pour cela, il faudrait refuser la soi-disant fatalité de l'hyperglobalisation et contester la politique néolibérale de l'Union européenne, en cherchant à les faire évoluer dans un sens plus conforme aux valeurs de la social-démocratie.

Le PSS se trouve à mi-chemin. Il a mis en œuvre ses priorités avec un certain succès en matière écologique et dans la lutte contre la privatisation

des entreprises publiques. Mais rien de tel dans la politique migratoire où une troisième force fait actuellement défaut.

S'agissant des problèmes de société, le courant social-libéral européen penche vers une politique identitaire en faveur des minorités, voire de groupes marginaux. Cela constitue un cul-de-sac pour la social-démocratie: ainsi lorsque dans la politique des genres on donne plus d'importance à l'accession des femmes aux postes de responsabilité qu'aux écarts de salaire entre dirigeants et femmes de ménage. De même lorsque l'accueil généreux des réfugiés n'est pas lié à la lutte contre les causes économiques de la migration du Sud vers le Nord. Ou lorsque la politique des bourses d'études occulte le fait que les jeunes des milieux défavorisés ont cinq fois moins de chances d'obtenir un diplôme de maturité. Voilà des champs d'action en friche, ignorés par les forces politiques. En les travaillant, la social-démocratie regagnerait beaucoup de sa crédibilité politique.

Les sociaux-démocrates parviendront-ils à réinventer un modèle de société? A proposer des alternatives crédibles au libéralisme et au conservatisme en suggérant «*Moins plutôt que plus de globalisation*», «*Dépassement des inégalités de développement économique plutôt que libre circulation*» et autres projets semblables?

Il s'agit de prendre un nouveau départ plutôt que de subir une fin de parcours. Tel est mon vœu personnel de socialiste convaincu et mon espoir de citoyen aspirant à une autre Suisse.

Sur le site, la première partie de cet article a été publiée le [04.02.2018](#). Traduction DP d'après l'original allemand. Une version de cet article est parue dans la [Weltwoche](#) du 22.01.2018.

Henry-Louis Mermod et les écrivains qu'il a publiés: une galerie de portraits sur un ton très personnel

Amaury Nauroy, «Rondes de nuit», Ed. Le bruit du temps, 2017, 287 pages

Pierre Jeanneret - 31 janvier 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/32710>

Le titre de cet [ouvrage fort original](#) se réfère bien sûr au célèbre tableau de Rembrandt. L'auteur explicite ce lien: «*Il s'était toujours agi pour moi de la représentation d'une mystérieuse ronde de poètes.*» Au centre de cette ronde, on trouve une personnalité fascinante: celle d'Henry-Louis Mermod (1891-1962), le «*Gaston Gallimard suisse*» dont Amaury Nauroy écrit la biographie et dresse un portrait psychologique.

On ne le confondra pas, comme c'est souvent le cas, avec Albert Mermoud, le fondateur de la Guilde du livre, que Mermod a cependant soutenue. Le personnage appartient à la grande bourgeoisie lausannoise éprise d'art. En même temps, il est un capitaine d'industrie, un redoutable négociant en métaux, richissime, élégant et mondain, voire un peu snob. Mais c'est l'éditeur inspiré qui restera dans l'Histoire. Et le mécène généreux, particulièrement pour Charles-Ferdinand Ramuz.

A l'instar des personnages de la *Ronde de nuit* et de ceux de la *Recherche du temps perdu* de Marcel Proust, on découvre dans ce livre le «*petit clan*» des amis artistes vaudois: Ramuz, Auberjonois, Casimir Reymond, Gustave Roud, Jacques Chessex, Philippe Jaccottet. Servi par une belle élégance de plume, à la limite parfois de la préciosité, qui a elle aussi quelque chose de proustien, Amaury Nauroy a écrit un livre qui repose sur un véritable travail de recherche littéraire. Mais l'ouvrage ne sent jamais le labeur ni le tâcheron. Il procède par touches, d'une manière que l'on pourrait qualifier d'impressionniste.

Peut-être cependant les pages consacrées à «*Pipo*», le fils d'Henry-Louis Mermod, un fils riche «*pourri gâté*», étaient-elles superfétatoires. On les oubliera comme on oubliera ce personnage de raté. L'auteur ne craint d'ailleurs pas les jugements féroces: ainsi le portrait assez «*rosse*» du théâtral Chessex, avec sa voix

«*pleine de componction dont il n'aurait su se départir*», et dont Nauroy montre les ombres et les lumières. Ainsi, l'évocation de la dernière rencontre de Jacques Chessex avec Gustave Roud mourant est fort émouvante. On le voit, l'auteur se balade entre les ombres des grands défunts.

Une large place est accordée à Philippe Jaccottet, en sa demeure de Grignan, la localité proche de Valence où vécut Madame de Sévigné. Manifestement, l'auteur éprouve pour ce poète un respect quasi filial. Il en apprécie la modestie, le refus de la vanité et de «*toute forme de médiocrité satisfaite*». Jaccottet, au milieu de ses amis: il y a quelque chose de touchant et d'un peu suranné dans le langage et les relations sociales de ce petit cercle.

A l'une de ses interlocutrices, Amaury Nauroy a «*su avouer [son] ambition d'écrire de tout petits portraits où [il] cherche à replacer les poètes parmi nous*». Le pari est réussi.

Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée, mais encouragée pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur domainepublic.ch pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).

Index des liens

Prévoyance vieillesse: un long fleuve très peu tranquille

<https://www.domainepublic.ch/articles/32151>

<https://www.bk.admin.ch/ch/f/pore/va/20170924/index.html>

<https://www.bsv.admin.ch/bsv/fr/home/publications-et-services/medieninformationen/nsb-anzeigeseite-unter-aktuell.msg-id-69329.html>

<https://www.domainepublic.ch/articles/32270>

<https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19995395/index.html#a112>

Eoliennes en Suisse: les roues de la fortune

<http://swissparks.maps.arcgis.com/apps/webappviewer/index.html?id=918b09be2a634348a4014aa6890d6d03>

<https://www.letemps.ch/suisse/2016/07/04/canton-vaud-recele-plus-grand-potentiel-eolien-suisse>

<http://www.lausanne.ch/eoljorat>

<http://www.juvent.ch/%C3%BCbersicht.html>

http://www.juvent.ch/unternehmen_juvent_sa.html

<http://www.alpiq.com/portal/fr/>

<https://www.adev.ch/fr/>

<https://www.24heures.ch/vaud-regions/projet-eolien-mollendruz-refuse/story/31663682>

https://www.vd.ch/fileadmin/user_upload/organisation/gc/fichiers_pdf/2017-2022/18_POS_032_depot.PDF

<http://www.sl-fp.ch/index.php?bereich=publikationen&sprache=f&bild=1>

Social-démocratie européenne: fin de parcours ou nouveau départ?

<https://www.domainepublic.ch/articles/32727>

<http://www.weltwoche.ch/ausgaben/2018-3/artikel/europas-sozialdemokratie-ende-oder-wende-die-weltwoche-ausgabe-3-2018.html>

Henry-Louis Mermod et les écrivains qu'il a publiés: une galerie de portraits sur un ton très personnel

http://www.lebruitdutemps.com/_livres/Rondes%20de%20nuit/Index.htm